

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/466

ARRETE

du **- 5 AVR. 2016** portant mise en demeure à la
**société ALUREC, représentée par son liquidateur
judiciaire Maître KOCH, pour son site du 2 avenue
Nessel à SOULTZMATT**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L171-8-I et R512-39-1,
- VU l'arrêté préfectoral n°11247 du 9 mai 2001 autorisant la société SUDRAD Roues France à exploiter ses activités rue Nessel à Soultzmatt,
- VU le récépissé préfectoral de changement d'exploitant du 14 octobre 2010 au profit de la société ALUREC des activités de traitement de minerais non ferreux (*rubrique 2546 - régime Autorisation*) et fonderie de métaux et alliages non ferreux (*rubrique 2552-1b - régime Autorisation*),
- VU le jugement de la Chambre commerciale du TGI de Colmar en date du 17 avril 2012 prononçant le placement en liquidation judiciaire de la société ALUREC et nommant Maître KOCH liquidateur,
- VU les éléments fournis par Maître KOCH dans le mémoire de cessation d'activité ICF environnement n°ALR15135 IQ-V1 du 18 décembre 2015 transmis au préfet par courrier du 18 janvier 2016 qui traduisent que la société ALUREC a cessé toute activité sur son site de Soultzmatt,
- VU la visite d'inspection du 24 février 2016,
- VU le rapport du 7 mars 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que les activités de la société ALUREC ont définitivement cessé sur son site industriel de l'avenue Nessel à Soultzmatt,

CONSIDERANT que la notification de cessation définitive d'activité transmise le 18 janvier 2016 est incomplète au regard de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement :

- elle ne fait pas la différence entre les produits dangereux qui peuvent être présents et les déchets recensés,
- elle ne fournit aucune information concrète quant à la gestion des déchets présents sur le site dont il est fait état au mémoire de cessation d'activité (déchets dangereux, potentiellement dangereux, DIB disséminés),

CONSIDERANT que la présence sur le site de déchets, dangereux et autres, fait que le site ne peut être considéré comme mis en sécurité et qu'il présente donc des risques pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, en non-conformité avec les dispositions de l'article R512-39-1-III du code de l'environnement,

CONSIDERANT que la non évacuation de tous les déchets, alors que le site est à l'arrêt définitif, constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé,

CONSIDERANT que les conditions d'entreposage des déchets (absence de cuvette de rétention pour les déchets liquides ou pâteux) ne sont pas conformes aux prescriptions des articles 9-2-b et 10-2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé,

CONSIDERANT que le dispositif de clôture ne s'oppose pas efficacement à l'intrusion sur le site (non-conformité à l'article R512-39-1-II du code de l'environnement),

CONSIDERANT en conséquence que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement et des articles 6, 9-2-b et 10-2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé, et que sont donc ainsi réunies les conditions qui permettent la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société ALUREC, représentée par son liquidateur judiciaire, Maître KOCH, désigné « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est 11 avenue de Fribourg à Colmar (68000), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R512-39-1, alinéas II et III du code de l'environnement et des articles 6, 9-2-b et 10-2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à l'établissement industriel du 2 avenue Nessel à Soultzmatt.

Article 2 :

Dans un délai de 15 jours et conformément aux dispositions de l'article 9-2-b de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé, s'agissant des conditions d'entreposage de produits polluants :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,*
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés,*
- (...)*

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,*
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,*
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. ».*

Article 3 :

Dans un délai de 15 jours et conformément aux dispositions de l'article 10-2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé, s'agissant des conditions d'entreposage de déchets :

« (...) Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions et des risques. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.(...). ».

Article 4 :

Dans un délai de 15 jours et conformément aux dispositions de l'article R512-39-1-II du code de l'environnement s'agissant de l'interdiction ou la limitation d'accès au site :

« La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° (...);*
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;*
- (...). ».*

Article 5 :

Dans un délai de 1 mois et conformément aux dispositions de l'article R512-39-1-II du code de l'environnement s'agissant de la notification de cessation définitive d'activité :

« La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;*
- (...). ».*

Article 6 :

Dans un délai de 1 mois et conformément aux dispositions de l'article R512-39-1-III du code de l'environnement s'agissant de la mise en sécurité du site et de la nécessité de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement :

« (...) l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R.512-39-3.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R.515-75. ».

Article 7 :

Dans un délai de 1 mois et conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2001 susvisé, s'agissant de l'évacuation des déchets dans le cas de la mise à l'arrêt définitif des activités :

*« **Mise à l'arrêt définitif d'une installation** : (...) l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. (...). tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. (...). ».*

Article 8:

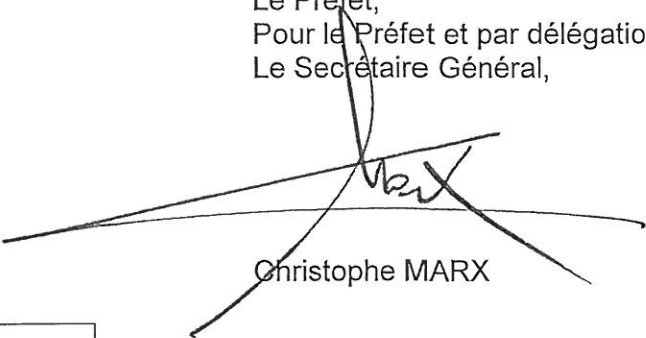
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le **- 5 AVR. 2016**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.